

**INDE**

**Les assassinats ciblés de membres de groupes minoritaires doivent cesser**

Index AI : ASA 20/013/2006

ÉFAI

Mercredi 3 mai 2006

**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Amnesty International est extrêmement préoccupée par l'assassinat d'au moins 35 membres de la minorité hindoue lors de deux attaques ciblées dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire. Au moins une dizaine d'autres personnes, blessées au cours de ces attaques, seraient dans un état critique.

Amnesty International appelle le gouvernement de Jammu-et-Cachemire à veiller à qu'une enquête indépendante soit ouverte dans les meilleurs délais en vue de traduire en justice les auteurs de ces attaques. L'organisation lance également un appel aux groupes armés pour qu'ils s'abstiennent de toute violence contre des civils et mettent notamment un terme aux actes de torture et homicides délibérés. Rien ne saurait justifier des attaques délibérées contre des civils, actes proscrits par le droit international.

Les attaques se sont produites deux jours avant les pourparlers, prévus à partir du 3 mai, entre Manmohan Singh, Premier ministre indien et les dirigeants de la *All Parties Hurriyat Conference* (APHC, Conférence multipartite *Hurriyat* pour la liberté), une coalition d'une vingtaine de groupes séparatistes. Parallèlement, un nouveau cycle de négociations a débuté le 2 mai entre l'Inde et le Pakistan. Il s'agit d'instaurer des mesures visant à créer un climat de confiance, notamment en ouvrant davantage de points de passage aux frontières et en facilitant la circulation des marchandises entre les deux pays.

Selon les porte-parole du gouvernement, le groupe armé à l'origine des homicides aurait agi pour manifester son désaccord avec la tenue de pourparlers. Il n'y a eu aucune revendication. Un porte-parole du *Hizbul Mujahideen*, l'un des groupes armés les plus importants opérant dans le Jammu-et-Cachemire, a dénoncé ces attaques, parlant de « *complot aux ramifications profondes visant à salir la réputation des militants* ». Il a déclaré que ces attentats ne servaient pas le « *mouvement de libération* »

et en a rejeté la responsabilité sur les services secrets indiens. Un porte-parole de l'armée, le lieutenant colonel Vijay Batra a réfuté ces allégations, qu'il a qualifiées de « *totalempensables* ». Les services de sécurité indiens ont prévenu d'un risque accru de violences avant les négociations de mercredi.

Selon les informations reçues, des hommes armés auraient investi en deux endroits le village de Thawa, dans le district de Doda, une région à majorité hindoue, dans la nuit du 30 avril. Ils auraient rassemblé de force les hommes dans la maison du chef de village. Un des survivants a déclaré que ces hommes armés portaient des uniformes de la police et de l'armée et qu'ils avaient dit aux villageois que des responsables de la sécurité voulaient tenir une réunion. Lorsque les hommes assemblés ont demandé pourquoi on les faisait attendre, plus d'une vingtaine d'entre eux ont été tués à bout portant. Au moins 11 autres hommes ont été blessés. Un peu plus tôt, des hommes armés avaient enlevé 13 villageois hindous dans le district voisin d'Udhampur ; leurs corps ont été retrouvés dans les bois environnants. Après ces attaques, des centaines de soldats ont été envoyés en renfort dans l'État pour tenter de retrouver la trace des auteurs des massacres.

**Complément d'information**

Selon les observateurs locaux, entre 45 000 et 60 000 personnes seraient décédées depuis le début de l'insurrection armée dans l'État indien de Jammu-et-Cachemire en 1989. Une trentaine de groupes d'opposition armés sont actifs dans cet État ; tous s'opposent à la domination indienne : certains réclament l'indépendance, d'autres souhaitent le rattachement au Pakistan. À cause du conflit, des milliers d'Hindous ont fui l'État et vivent depuis des années dans des camps près de Jammu et New Delhi.

Des négociations de paix ont démarré il y a plus de deux ans entre l'Inde et le Pakistan, qui revendiquent tous deux la souveraineté sur la totalité de la région actuellement divisée du Cachemire. Un cessez-le-feu a été conclu, le long de la Ligne de contrôle séparant les deux régions du Cachemire en novembre 2003 ; des lignes d'autocars reliant les deux côtés ont été établies ; une nouvelle série de discussions a démarré entre les deux parties début 2004. À plusieurs reprises, au cours de ce processus, des groupes armés ont

---

eu recours à la violence pour tenter de stopper les pourparlers auxquels ils s'opposent. Amnesty International n'a cessé de les appeler à cesser d'user de la violence contre la population civile.

Les groupes armés sont accusés d'avoir tué environ 350 Hindous et Sikhs au cours des six dernières années dans cet État. Cent seize membres de communautés minoritaires auraient été tués au cours de la seule année 2000. Depuis le début des négociations de paix, les atteintes aux droits humains commises par des agents de l'État auraient quelque peu décliné, même si des cas de détention arbitraire, de recours abusif aux lois autorisant la détention préventive, des actes de torture, des morts en détention et des « disparitions » continuent d'être signalés. Les violences perpétrées par les groupes armés ne semble pas avoir diminué de manière significative durant cette période. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**